

Déclaration des organisations européennes de la Ligue Internationale des Travailleurs (LIT-QI)

Les gilets jaunes français : quelques premiers enseignements

1. Ni la répression la plus sauvage ni les concessions de Macron n'ont réussi à mettre fin au mouvement des gilets jaunes.

L'annonce par le gouvernement de l'augmentation des taxes sur les carburants n'était que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase de la colère populaire. Ce fut le détonateur d'une **protestation spontanée explosive, étendue à tout le pays et massivement soutenue par la population**. Ce qui a commencé comme une rébellion contre la hausse de l'impôt sur les carburants a conduit à une escalade de luttes et de manifestations radicalisées et brutalement réprimées, ainsi qu'à une vaste liste de revendications.

2. Ces revendications, mal structurées et parfois un peu vagues, comprennent des **revendications économiques et sociales** telles que la hausse générale des salaires et leur indexation, l'amélioration des pensions et des services publics, ou encore le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes. Elles incorporent des **revendications politiques contre la Ve République**, considérée par les gilets jaunes comme une machine antidémocratique qui se moque de la volonté populaire. On exige, en particulier, la limitation du salaire des politiciens, la suppression du Sénat, et tout récemment, les « référendums d'initiative citoyenne » (RIC). Et, bien sûr, la **démission de Macron** figure en bonne place.

3. C'est un mouvement profond, qui s'insurge contre un long processus de dégradation sociale dans de larges pans de la population française. **Sa force principale réside en Province, en dehors de Paris, et il est composé, en premier lieu, de travailleurs à bas salaires et précarisés**, issus pour la plupart de petites entreprises et de secteurs non syndiqués, ainsi que de retraités et de secteurs paupérisés de la petite bourgeoisie. Il y a une forte présence féminine. Avant les vacances scolaires de Noël, des lycéens des quartiers populaires se sont joints à la lutte. Contrairement à 1968, jusqu'à présent, le mouvement n'a pas trouvé écho en milieu universitaire (malgré quelques initiatives de lutte en décembre), et pas non plus dans les usines à cause de la retenue criminelle de la bureaucratie syndicale, complice de Macron. Et il ne s'est pas consolidé dans les banlieues des grandes villes.

4. L'une des caractéristiques du mouvement est **le manque de contrôle de la part des appareils politiques et syndicaux**, ce qui explique la force avec laquelle il est né : il a tendance à prendre les choses directement en mains ; et il résiste à déléguer des représentants non contrôlés et à engager des négociations douteuses au sommet, à la manière de celles de la bureaucratie syndicale.

Les gilets jaunes **se méfient profondément de la structure institutionnelle de la Ve République**. **Ils se méfient des partis politiques** qui leur mentent encore et encore et qui leur disent que

l'alternative est de voter lors des prochaines élections. **Ils ne se sentent pas représentés par la bureaucratie syndicale**, qui s'est mise à faire échouer la lutte du mouvement ouvrier pendant des dizaines d'années et qui est la complice nécessaire des attaques néolibérales contre les droits sociaux et du travail. Le mouvement des gilets jaunes montre **l'usure des mécanismes de domination de la démocratie bourgeoise**.

Ils n'ont pas attendu les élections pour se battre et ils n'ont pas hésité à adopter résolument les **méthodes de l'action directe**, face aux méthodes défaitistes de la bureaucratie syndicale et à la soumission aux institutions. Et ils ont résisté à la **violence policière**, débordant abondamment l'appareil de celle-ci pendant deux week-ends au cœur de Paris.

5. La mobilisation est parvenue à **briser la résistance de Macron, l'obligeant à renier publiquement ses projets** et à renoncer à son engagement solennel de ne pas céder à la pression sociale.

Les concessions, même partielles et parfois douteuses (comme l'augmentation du salaire minimum de 100 €), **ont brisé l'image de la toute-puissance du pouvoir** et ont donné confiance au mouvement, qui a prouvé que « la lutte paye ». Les gilets jaunes ont obtenu en un mois ce que la mobilisation contrôlée par la bureaucratie syndicale n'a pas obtenu en plusieurs années.

C'est l'une des leçons importantes de la lutte pour les exploités et les opprimés : **si elle est ferme, cohérente et massive, si elle est fondée sur la volonté de la base et si elle n'est pas manipulée ou désarmée par la bureaucratie, elle « paye » et les travailleurs gagnent**.

6. Le mouvement des gilets jaunes fait apparaître **les premiers signes d'un profond changement**. Il montre qu'actuellement la situation de crise du capitalisme, marquée par une polarisation sociale profonde et croissante, porte en son sein, également en Europe, **la possibilité de changements brusques, y compris l'irruption violente des masses sur la scène politique**. En France, la trahison de la bureaucratie syndicale a mené la lutte contre la réforme du travail et celle des cheminots à la défaite, et personne ne s'attendait à ce que l'annonce de l'augmentation des taxes sur les carburants donne lieu à l'actuelle explosion sociale.

7. Les caractéristiques du mouvement indiquent également que nous ne sommes pas confrontés simplement à une protestation sociale en plus, mais plutôt à un mouvement qui fait ouvertement face au pouvoir politique et qui remet globalement en cause non seulement le régime, mais aussi le système lui-même. Il s'agit d'un mouvement qui a des racines dans les couches les plus profondes de la société, et qui souffre en même temps d'une double faiblesse : il lui manque un programme cohérent de construction d'un nouveau régime politique et social, ainsi qu'une direction, fut-elle minoritaire, qui l'aide à avancer sur ce chemin.

8. Le mouvement des gilets jaunes **reflète la faillite historique, tant des appareils syndicaux traditionnels du mouvement ouvrier comme de la gauche politique**, y compris le nouveau réformisme de *La France insoumise*, issu de la faillite des anciens partis socialiste et stalinien.

La bureaucratie syndicale fut l'instrument principal du pouvoir bourgeois, **ensemble avec la brutalité policière**, pour contenir le mouvement des gilets jaunes. Quant à l'appareil dirigeant de **La France insoumise** (dont beaucoup de membres participent au mouvement), il ne va pas au-delà du cadre institutionnel parlementaire et d'un objectif ultime de capitalisation électorale de la mobilisation.

Dans ces circonstances, ce ne devrait pas être une surprise que les gilets jaunes, aspirants à un changement radical, aient revendiqué **la grande Révolution française de 1789-1794** dans l'esprit des « sans-culottes » plutôt que d'arborer le drapeau rouge et de chanter l'Internationale. Ils chantent la Marseillaise et se rangent derrière le drapeau tricolore (que l'impérialisme français a si souvent trempé dans le sang des travailleurs et des peuples colonisés).

9. La bureaucratie syndicale a joué un rôle criminel, en particulier la CGT, étant donné sa responsabilité spécifique. Depuis le début, son objectif était **d'isoler les gilets jaunes et d'empêcher à tout prix leur convergence avec les travailleurs des usines et le mouvement ouvrier organisé**. Et la bureaucratie étudiante, pour sa part, n'a pas fait mieux.

Les bureaucraties syndicales ont commencé par présenter les gilets jaunes comme un mouvement réactionnaire lié à l'extrême droite et à des secteurs des employeurs. Ensuite, quand le cours des événements les empêchait de soutenir cette infamie, elles ont quand même maintenu cette politique d'isolement et de mépris envers les gilets jaunes et de soutien à Macron.

Lorsque Macron fut complètement débordé, les bureaucraties ont répondu à son appel au secours et se sont présentées à de soi-disant « négociations », derrière le dos du mouvement. Et le 6 décembre, elles ont signé à **une indécente déclaration intersyndicale dans laquelle elles légitimaient Macron, appuyaient la répression sauvage du gouvernement et dénonçaient la violence défensive légitime des gilets jaunes**. Plus tard, la direction confédérale de la CGT a appelé à une « journée de lutte », sans grève, bien sûr, pour le 14 décembre, contrariant à l'appel des gilets jaunes pour le lendemain 15. Sans surprise, la journée fut un échec total, mais la direction du syndicat avait clairement manifesté à nouveau son opposition aux gilets jaunes.

La politique tristement célèbre de trahison de la part des bureaucraties syndicales a provoqué un fort rejet et une résistance importante dans la base et dans plusieurs sections de la CGT, qui ont appelé à se joindre aux gilets jaunes. C'est le moment pour **reconstruire le mouvement syndical français sur une nouvelle base**, en s'appuyant sur ces secteurs de la CGT, sur une majorité de *Solidaires* (qui a refusé de signer le misérable communiqué intersyndical du 6 décembre et a finalement appelé à participer à l'*Acte V* du 15 décembre) et sur l'opposition née dans les autres centrales.

10. Le mouvement des gilets jaunes a **laissé dans l'embarras tous ceux qui l'ont présenté comme une création de l'extrême droite**. Sa composition, les revendications sociales et démocratiques qu'il a assumées tout au long de son existence, sa résistance à déléguer sa représentation, son fonctionnement démocratique de base, ses affrontements avec les forces de

la police empêchent toute identification avec l'extrême droite.

Le *Rassemblement national* de **Marine Le Pen** cherche **évidemment à influencer** le mouvement et à le canaliser en vue de le capitaliser électoralement. Il a, par exemple, boycotté l'Acte V du 15 décembre. C'est un combat permanent à mener, et dont les résultats dépendront de l'influence obtenue par des secteurs du mouvement syndical et de la jeunesse qui rejoignent la lutte.

11. Le mouvement des gilets jaunes se heurte à **plusieurs limites fondamentales**. La première est le fait qu'il **ne converge pas avec les travailleurs des usines et avec d'autres secteurs syndiqués**. Sans cette convergence, il n'est pas possible de paralyser le pays et d'incorporer la jeunesse et les banlieues des grandes villes au mouvement. Et si le pays n'est pas paralysé par une **grève générale** indéfinie et reconductible, il n'y a pas moyen de se débarrasser de Macron, de commencer à obtenir des revendications substantielles et d'ouvrir une voie à un changement révolutionnaire de la société.

12. La deuxième limite est la faiblesse dans l'organisation et la coordination du mouvement. Celui-ci a réussi à déjouer les manœuvres du gouvernement pour créer une représentation docile et artificielle et pour mener des négociations bidon. Mais **il doit faire des progrès substantiels dans son organisation démocratique et sa coordination**. Une organisation basée sur des assemblées et contrôlée par elles, des déléguées et des délégués ayant un mandat impératif et révocable à tout moment, qui constituent la base de la coordination à l'échelle locale, départementale et nationale. L'appel de l'Assemblée de Commercy à une « Assemblée d'assemblées » est une initiative qui va dans cette voie incontournable.

Dans la mesure où la convergence avec les ouvriers des usines et les autres secteurs du mouvement ouvrier organisé et de la jeunesse des lycées et des universités avance, cela obligera à franchir de nouveaux pas dans l'organisation démocratique de ceux qui rejoignent la lutte et dans la coordination de la lutte commune.

13. La troisième limite est le programme, ce qui ne devrait pas nous surprendre étant donné la nature spontanée du mouvement, son hétérogénéité et le fait qu'il est en grande partie composé de secteurs jusqu'alors non organisés, sans expérience syndicale ou politique préalable. Bien sûr, le progrès a été remarquable en incorporant toute une série d'exigences économiques, sociales et politiques, depuis la revendication initiale concernant les taxes sur les carburants jusqu'à présent. Mais **le mouvement est loin d'avoir un programme structuré et cohérent, et ne parlons pas d'une perspective stratégique**.

Les acquis économiques et sociaux ne peuvent être que partiels et éphémères tant que l'on n'exproprie pas les banques et les grandes entreprises, placées sous le contrôle du peuple travailleur, et l'on n'engage pas une planification démocratique de l'économie. Il semble évident également qu'aucune revendication substantielle ne peut être obtenue sans avoir destitué Macron au préalable. Et tout cela nous conduit au **problème du pouvoir politique**. La solution se trouverait-elle dans de nouvelles élections dans le cadre de la Ve République pour élire un autre président différent de Macron ? A qui et à quoi pensons-nous pour mettre à la place de Macron

et sa clique ? Comment pouvons-nous garantir que ce soit la classe ouvrière et le peuple laborieux qui contrôlent les rênes du pouvoir, et que des progrès soient accomplis de manière ferme dans la satisfaction des revendications ?

14. Le référendum d'initiative citoyenne (RIC), dont on parle beaucoup récemment, est considéré par des secteurs des gilets jaunes comme un atout majeur pour assurer le respect de la volonté populaire. Il est vrai que si cette possibilité juridique existait aujourd'hui, un référendum populaire pourrait, par exemple, rétablir l'impôt sur les grandes fortunes ou même expulser Macron du fauteuil présidentiel. D'autre part, cela fournirait des éléments de démocratisation face au bonapartisme de la Ve République.

Mais il faut également être conscient du fait que, dans le cadre de la Ve République et des institutions bourgeoises, le RIC n'est pas une garantie d'imposition de la volonté populaire, comme le montrent les cas en Suisse ou en Italie, car le pouvoir reste entre les mains du capital financier, des appareils d'État et des gestionnaires politiques à leur service. **Qui plus est, il existe un risque que Macron et son gouvernement utilisent le piège de « négociations » sur le CIR** (comme l'a déjà suggéré le ministre Bruno Le Maire) pour éliminer la demande de « Macron, dégage », et pour diviser et neutraliser le mouvement.

15. D'un point de vue stratégique, la seule garantie d'un changement réel est que le pouvoir passe entre les mains d'un **gouvernement des travailleurs, issu de nouvelles institutions, c'est-à-dire d'un réseau d'assemblées et de comités populaires** constitués sur les lieux de travail et de vie du peuple.

Une avancée dans l'organisation et la coordination démocratique du mouvement des gilets jaunes, ainsi que dans sa convergence avec les travailleurs des usines, avec d'autres secteurs syndiqués et avec la jeunesse dans les écoles, est nécessaire non seulement pour renverser Macron, mais également pour créer les bases d'un nouveau pouvoir vraiment démocratique et populaire.

16. Toutes ces limites mentionnées pourraient être résumées en une seule : **le retard dans la formation d'une direction révolutionnaire alternative** qui oriente stratégiquement le mouvement, au sein même des gilets jaunes, du mouvement ouvrier et de la jeunesse, pour dépasser les limites mentionnées et pour progresser sur la route du pouvoir.

Nous avons déjà mentionné le rôle de la **bureaucratie syndicale** en tant que principale digue de contention contre le mouvement des gilets jaunes et nous avons également évoqué le rôle de **La France insoumise**, qui n'offre pas une réelle alternative, n'appelant pas la base syndicale à la rébellion contre la bureaucratie, ne questionnant pas la trame des institutions bourgeoises et n'ayant pas l'intention d'exproprier le grand capital ni de rompre avec l'Europe du capital (l'UE et l'euro).

En ce qui concerne une grande partie de l'**extrême gauche** française, elle a d'abord rejeté le mouvement, soupçonnant qu'il était manipulé par l'extrême droite. C'était, par exemple, la

position officielle initiale du NPA (quoique pas celle de ses porte-parole Poutou et Besancenot, qui ont exprimé leur sympathie). Après, en général, elle est restée à l'écart, dans un mélange d'adaptation aux contours de la gauche officielle et d'élitisme intellectuel. A notre avis, si quelqu'un a défendu d'emblée de manière cohérente une position révolutionnaire en France, c'est bien la **Tendance Claire du NPA**.

17. Si le mouvement des gilets jaunes répond à un besoin, c'est d'abord celui d'avancer pas à pas dans **la construction d'une organisation révolutionnaire qui, pour mériter ce nom, doit être internationale** ; car il n'y a pas de solution à la crise en France si ce n'est dans le cadre de la lutte pour **rompre avec l'Union européenne, la dynamiter et construire les Etats-Unis socialistes d'Europe**. Le rôle de la France dans cette bataille est décisif.

18. Le mouvement des gilets jaunes a émergé au sein de la société française, répondant à une **crise profonde du capitalisme français**. Un capitalisme impérialiste en décadence au centre d'une Europe capitaliste en déclin. Un capitalisme qui prétend jouer un rôle de grande puissance impérialiste, sans toutefois disposer d'une réelle force économique à la hauteur. Un capitalisme qui, pour ce faire, s'accroche à l'impérialisme allemand et à l'UE et impose une lourde charge à sa classe ouvrière et son peuple.

Mais les gilets jaunes se sont levés et ont mis le président des riches à rude épreuve. Ils ont fait reculer Macron, dont la principale devise était qu'il ne céderait jamais aux pressions de la rue. Un an et demi après son élection, **Macron** - le grand espoir du capitalisme français et européen - **a dû céder et a été sévèrement battu et délégitimé. Et avec lui la Ve République française.**

La place centrale occupée par la France fait que le mouvement des gilets jaunes a un impact important sur la crise de l'UE, tout en **stimulant le mouvement ouvrier et populaire du continent à la lutte massive et à l'action directe.**

19. Le discours de fin d'année de Macron montre qu'il n'est pas disposé à jeter l'éponge et qu'il **utilisera toutes les armes à sa disposition pour inverser la situation**. C'est pourquoi il a revendiqué ses contre-réformes (travail, chemins de fer...) et il a promis de poursuivre dans les mois à venir ses plans concernant les allocations de chômage et la réforme des pensions et de la fonction publique.

Pour gagner, il faut mettre en œuvre **un plan d'action commune entre les gilets jaunes, les secteurs syndicaux combatifs qui les soutiennent et la jeunesse étudiante**. Un plan qui va au-delà des *Actes* des samedis, qui définit une plate-forme avec les demandes les plus ressenties et qui organise un plan de mobilisation avec des grèves, des manifestations de masse et des barrages, jusqu'au renversement de Macron.

Au cours des premières semaines et mois de 2019, nous verrons comment nous progressons dans cette voie : si le mouvement parvient à assumer sa propre défense contre la répression ; s'il évite les pièges de Macron et de son gouvernement et leur tentative d'institutionnalisation ; s'il parvient à faire des progrès dans son organisation et son programme ; si prospère sa

convergence avec les travailleurs des usines, les secteurs du mouvement ouvrier organisé et la jeunesse étudiante (qui a annoncé des mobilisations après les vacances). Nous verrons si un embryon de direction révolutionnaire et une alternative syndicale à la bureaucratie commencent à se construire dans le feu de cette bataille,

Pour notre part, nous allons **diffuser et soutenir dans nos pays respectifs la lutte des gilets jaunes**, car leur triomphe est aussi le nôtre, celui de la classe ouvrière et des peuples d'Europe.

Le 4 janvier 2019

PdAC (Partito di Alternativa Comunista – Italie)

Corriente Roja (Espagne)

Em Luta (Portugal)

LCT (Ligue Communiste des Travailleurs – Belgique)

ISL (International Socialist League – Grande-Bretagne)